



HAL
open science

Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan

Barbara Loyer, Christian Aguerre

► **To cite this version:**

Barbara Loyer, Christian Aguerre. Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan. Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2008, pp.112-145. <hal-00705677>

HAL Id: hal-00705677

<https://hal.science/hal-00705677v1>

Submitted on 23 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

TERRORISME ET DÉMOCRATIE : LES EXEMPLES BASQUE ET CATALAN

Barbara Loyer et Christian Aguerre

La Découverte | « Hérodote »

2008/3 n° 130 | pages 112 à 145

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707155931

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-3-page-112.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan

*Barbara Loyer**, *Christian Aguerre***

Durant les années 1980, quatre groupes armés indépendantistes principaux agissaient en Europe occidentale : l'IRA en Irlande du Nord, l'ETA et *Terra Lliure* en Espagne, le FLNC en France. La situation est en 2008 bien différente puisque le groupe catalan *Terra Lliure* a annoncé sa dissolution en 1995, et l'IRA la fin de la lutte armée en 2005. Le FLNC existe encore, ou plutôt ses avatars mal définis¹, et l'ETA est toujours meurtrière. Le 7 mars dernier, l'organisation basque a assassiné un ancien conseiller socialiste, en pleine campagne électorale. Le 13 mai, elle a tué un garde civil et en a blessé quatre autres en faisant exploser une puissante charge contre une caserne dans laquelle résidaient 29 personnes. Le 8 juin, un attentat a encore endommagé les locaux du quotidien basque *El Correo Vasco*, sans faire de victimes, bien que de nombreux travailleurs se soient trouvés dans le bâtiment au moment de la déflagration. Enfin, le 1^{er} décembre 2007, l'organisation armée a tué deux gardes civils sur le territoire français, à Cap-Breton.

Pourquoi l'ETA existe-t-elle encore ? On pense souvent qu'en principe la démocratie et la liberté d'expression devraient être des antidotes au conflit armé, à la guerre. Comme si le bien-être et la liberté pouvaient nécessairement ou automatiquement préserver de la violence physique. Cette conviction est répandue, et c'est la raison pour laquelle les actes terroristes sont en général présentés comme

* Institut français de géopolitique, Université Paris-VIII.

** Christian Aguerre a été rédacteur en chef de *La Semaine du Pays basque* de 1999 à 2002. Il est l'auteur des lignes au sujet du Pays basque français.

1. *Le Monde*, 13 mai 2008 : « 26 attentats revendiqués et des menaces contre les "colons" : depuis le 5 mai, date anniversaire de la création du FLNC en 1976, la Corse compte un nouveau groupe clandestin, logiquement baptisé FLNC 1976. »

une réponse ultime à une situation d'oppression ou d'injustice. Cette conviction est associée à une autre représentation qui voit dans le groupe terroriste une armée populaire, faible, face aux armées des États, à l'image de David contre Goliath. Par principe, on donne souvent raison au soi-disant faible, et tort au soi-disant fort. Cette représentation, distinguant violence légitime du faible et violence illégitime du fort, contribue à façonner les opinions publiques : un peuple ou un État attaqués recevront plus facilement le soutien de l'opinion publique que s'ils attaquent sans raison. Mais on voit tout de suite, surtout si l'on a en tête le conflit israélo-palestinien, que l'interprétation des raisons pour lesquelles les protagonistes se combattent, qui renvoie en général à celles de l'origine de la première agression, peut varier du tout au tout.

Dans tous les cas, le conflit armé est analysé comme un mode de relation entre des ennemis. Les raisons de la guerre sont souvent débattues, mais, en général, la personnalité des adversaires n'est pas passée au crible de la critique. Ainsi, la date et le contexte historique de la création de l'ETA tiennent souvent lieu d'explication de sa genèse : en 1959, seize ans avant la mort du général Franco, des nationalistes se mettent à combattre l'appareil d'État franquiste au nom du peuple basque. Depuis lors, l'ETA représente et se représente elle-même comme un groupe de résistants.

Pourtant, en vertu de cette définition, encore dominante aujourd'hui, d'une ETA résistante contre la dictature, l'organisation aurait dû arrêter ses actions avec la démocratisation, entre 1976 et 1978. Il n'en a rien été. L'ETA a tué 43 personnes avant la mort de Franco, plus de 800 après. L'offensive a même été brutale pendant la période constitutionnelle, ce qui aggravait le risque d'un coup d'État militaire et d'un arrêt du processus démocratique : le nombre de morts pendant les premières années de la transition s'élève à 17 en 1976, 12 en 1977, 65 en 1978 (année du référendum constitutionnel), 78 en 1979, 96 en 1980 (année du vote des premiers statuts d'autonomie). Dans les années 1980, l'ETA tue entre 19 et 52 personnes par an. L'observation attentive des attentats révèle que l'organisation armée les a même concentrés durant les campagnes électorales. En 1978, par exemple, ils se multiplient durant le mois qui précède le référendum constitutionnel : un attentat par jour et un assassinat tous les deux jours [Elorza, 2000, p. 293]. Le but était d'empêcher la réforme et de forcer la « rupture », c'est-à-dire de prendre le risque de la guerre ouverte pour obtenir l'indépendance.

Compte tenu de ces données, on peut penser qu'une histoire de l'ETA contemporaine serait plus intelligible si on la faisait débiter après l'amnistie générale de 1977 qui permit la libération de tous ses prisonniers. Cette façon de voir les choses ne peut pas plaire à tout le monde. Il suffit de comprendre que les deux points de départ comportent leur part d'exactitude pour comprendre la mesure de ce qu'est une représentation et à quoi elle sert : représentation d'une ETA résistante

contre l'Espagne, représentation d'une ETA combattant le réformisme de la démocratie espagnole.

On se trouve aujourd'hui face à une violence armée contre un ennemi de plus en plus difficile à identifier, puisque l'État espagnol démocratique n'y répond pas par une violence équivalente (après y avoir cédé au milieu des années 1980 avec le GAL²). Sans doute y a-t-il eu des cas de torture dans les locaux des forces de police, mais l'État montre aussi sa volonté d'éradiquer les manquements aux droits des individus incarcérés. Le gouvernement Zapatero a apparemment pris la décision de placer des caméras dans les lieux où sont interrogés les détenus accusés de terrorisme³. *A contrario*, la cruauté des militants de l'ETA, capables d'enfermer un otage pendant un an et demi (532 jours)⁴, dans une cache souterraine de 3 m sur 2,5 m, dépourvue de fenêtre, d'eau courante et de toilettes, sans l'en faire jamais sortir, n'en apparaît que plus vivement. Le pouvoir exorbitant qu'ils s'accordent d'assassiner des personnes désarmées au nom de l'indépendance basque fragilise aussi peu à peu le soutien que l'organisation peut recevoir de l'opinion publique, européenne, espagnole et basque, car face à une personne désarmée la représentation de la légitime défense est caduque.

La poursuite du combat armé par l'ETA apparaît d'autant plus étrange que deux partis nationalistes basques sur trois, représentant les trois quarts des électeurs

2. Groupe antiterroriste de libération, qui revendiqua une série d'attentats mortels contre des membres et des sympathisants de l'ETA, destinés à semer la terreur dans ce camp. Après l'arrestation de ses chefs directs, des policiers espagnols, et divers rebondissements judiciaires, la justice espagnole a conclu à l'implication du ministre de l'Intérieur socialiste (José Barrionuevo), du secrétaire d'État (Rafael Vera), du gouverneur civil de Biscaye (Julián Sancristóbal), socialiste lui aussi, et du secrétaire des socialistes biscayens (Ricardo García Damborenea) dans l'organisation du GAL. En 1998, le Tribunal suprême condamna les trois premiers à dix ans de prison, mais ils ont été graciés et finalement libérés. Rafael Vera a également été frappé d'une peine de sept ans de prison pour un autre dossier de la même affaire. Felipe González, président socialiste à l'époque, n'a jamais admis avoir eu connaissance de la trame de ce groupe délictueux, mais les enquêtes publiées par la presse ont forgé la conviction générale en Espagne de la responsabilité de ce gouvernement.

3. *El País*, 3 février 2008 : « La Garde civile et la police nationale sont en train de placer dans leurs locaux (*dependencias*) centraux des caméras destinées à filmer les prisonniers accusés de terrorisme. Il s'agit d'assurer un contrôle complet de la période d'isolement (*incomunicación*) de ces détenus pour qu'il n'y ait pas de possibilité de mauvais traitements et que les fausses dénonciations de tortures issues des activistes de l'ETA soient mises en évidence. Pour l'instant, seuls trois juges du Tribunal chargé des affaires de terrorisme (*Audiencia nacional*) ont ordonné, à titre particulier, l'application de la mesure. Le gouvernement a choisi d'étendre l'installation de systèmes d'enregistrement pour qu'ils puissent être utilisés par tous les tribunaux qui l'estiment nécessaire. »

4. José Antonio Ortega Lara, otage du 17 janvier 1996 au 1^{er} juillet 1997.

nationalistes, condamnent ses actes. Elle semble aussi d'autant plus illogique que, en Catalogne, l'autre territoire d'Espagne sujet de revendication indépendantiste, le terrorisme a existé mais s'est arrêté dix ans après l'instauration d'un régime démocratique.

Terrorisme et démocratie en Catalogne : 1978-1985

Les mouvements indépendantistes catalans

La Catalogne est réputée ne pas connaître de dérive terroriste de son mouvement nationaliste. Le pacifisme n'est pourtant pas un caractère atavique des Catalans et ils ne sont pas miraculeusement vaccinés contre le développement de la violence physique en politique. Barcelone était connue à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles comme la « ville des bombes », surtout à cause des attentats anarchistes. Plus tard, entre la Première Guerre mondiale et la dictature de Primo de Rivera (1923), il y eut une deuxième vague terroriste dans la ville (*el pistolerismo*) d'obédience politique variée, avec plus de 1 500 attentats. Dans les années 1930, les partis et les syndicats ont largement utilisé des armes et il y eut un mouvement de résistance au franquisme, comme le Front national de Catalogne, fédération née en 1942 de trois mouvements indépendantistes des années 1930 (*Nosaltres sol*, *Estat catala* et Fédération nationale d'étudiants nationalistes), mais il a été décapité dans les années 1940 et disparaît formellement peu après la transition postfranquiste, en 1982. Une partie de ses membres avaient déjà fondé, en 1969, le Front de libération de la Catalogne (FAC), rassemblant des résistants vétérans et des indépendantistes nés pendant le franquisme. La justice impute au FAC 130 attentats entre 1970 et 1972. L'objectif n'était pas de tuer, mais néanmoins un des attentats fit 18 morts. L'explosion fut attribuée par la police à une fuite de gaz. Ils étaient entre 15 et 18 activistes, ne revendiquaient pas, ne faisaient pas de communiqués⁵, n'avaient pas de revue [Malló, 2005, p. 60-63].

Des FAC surgit aussi, en 1976, un groupuscule nommé Armée populaire catalane (EPOCA), qui tua un industriel, José María Bultó, le 9 mai 1977, en lui fixant une bombe sur la poitrine à l'aide d'un sparadrap⁶. José María Bultó était prévenu qu'il avait 24 heures pour donner 500 millions de pesetas avant que l'engin ne se déclenche. Il arracha néanmoins le sparadrap et mourut déchiqueté par l'explosion. Les indépendantistes catalans jugés en juillet 1977 pour cet assassinat bénéficièrent de la loi d'amnistie du 15 octobre 1977, mais le gouverneur civil,

5. Sauf à la fin, mais la presse ne les publiait pas.

6. Roger Jiménez, *El Mundo*, 7 mai 2007.

représentant l'État espagnol, revint sur cette décision après le meurtre dans les mêmes conditions, le 25 janvier 1978, d'un ancien maire de Barcelone et de sa femme (Joaquín Viola Sauret et Montserrat Tarragona).

Trois indépendantistes, tous nés autour de 1950, furent condamnés en 1982 à 42, 36 et 6 ans de prison. Ils firent appel des conditions de leur jugement auprès du Tribunal européen des droits de l'homme qui leur donna raison sur certains vices de forme. Ils bénéficièrent de régimes d'incarcération ouverts, leur permettant de développer une activité professionnelle, et, sans renier leurs convictions politiques, ne firent plus parler d'eux en tant que militants⁷. Deux autres inculpés, Carles Sastre et Montserrat Tarrago, qui avaient pris la fuite dans le sud de la France suite à l'annulation de leur grâce, furent arrêtés en janvier 1985. Lors de leur jugement, ils nièrent leur participation aux faits⁸ et insistèrent sur leur retrait de la vie politique depuis leur départ d'Espagne. On n'a donc pas eu de mise en scène de héros abattus par les forces de la « répression », mais au contraire l'image de militants retirés du combat. Sur la foi de témoignages, Carles Sastre, âgé alors de 31 ans, fut condamné à 30 ans de prison, et Montserrat Tarrago, du même âge, à 12 ans. Cette dernière bénéficia d'une libération conditionnelle en 1990⁹. Il n'y a pas de trace d'eux ensuite dans la presse nationale¹⁰. La police associa enfin deux vétérans de l'indépendantisme au groupe EPOCA : le premier, Josep Maria Batista i Roca, né en 1885 et mort en 1978¹¹, figure à la fois d'intellectuel et de militariste, adepte des scouts et de la randonnée, avait défendu l'organisation d'une lutte armée séparatiste dans les années 1930, à une époque où la plupart des partis politiques s'affrontaient par milices interposées. Après la mort de Franco, il tenta de rassembler des jeunes indépendantistes et des scouts pour mettre sur pied un front militaire en organisant dans les Pyrénées des séances d'entraînement au maniement des armes. Lui-même ne passa jamais aux actes, mais c'est de là que

7. *El País*, 30 septembre 1993, 8 mars 1987.

8. *El País*, 24 octobre 1985.

9. *El País*, 22 décembre 1990.

10. Consultation archives *El País*. Ces trois assassinats sont oubliés en Catalogne ou traités comme un accident de parcours sans importance. Ils furent « méconnus d'abord du fait de la censure et vilipendés ensuite pour avoir provoqué la mort de deux illustres franquistes, Bultó et Viola » ; « une étrange organisation, si ultrasecrète qu'elle n'avait pas de nom, avait voulu faire payer un rançon en leur posant des bombes sur la poitrine » [Malló, 2005, p. 30, p. 240].

11. *Wikipedia* en langue catalane : « Quelque temps après sa mort il fut impliqué avec Jaume Martínez Vendrell et Manuel Viusà Camp dans la création de EPOCA, fait qui ne fut jamais élucidé. » (« *Un temps després de la seva mort fou implicat amb Jaume Martínez Vendrell i Manuel Viusà i Camps en la creació d'EPOCA, fet que no ha estat mai aclarit.* ») Dans la fiche bibliographique de J.-M. Batista i Roca, Ricard Villaregut omet cette affaire et passe de son exil à Londres, en 1931, à sa mort en 1978. Voir aussi *El País*, 16 mars 1979.

vint Carles García Solé, futur fondateur du mouvement de libération national de Catalogne (FAC) avec « une petite troupe de vingt » personnes, membres du même club de ski [Malló, p. 59]¹². Un deuxième indépendantiste des années 1930, Jaume Martínez Vendrell, fut accusé d'avoir organisé l'aile militaire du mouvement, et condamné à 12 ans de réclusion bien qu'il ait nié sa participation au crime (il fut accusé de ne pas avoir empêché le meurtre). En fuite depuis 1981, il vécut avec son épouse à Andorre, non réclamé par la justice espagnole. En 1988, le président du Parti socialiste catalan, Joan Reventós, l'accompagna dans ses démarches pour se livrer et bénéficier d'une remise de peine due à son âge (74 ans)¹³. En tout, sept personnes furent donc accusées de ce crime, dont deux déjà âgées¹⁴. Le procès a suscité des mobilisations de soutien aux inculpés au sein du mouvement indépendantiste qui contribua à la naissance, en 1979, du groupe terroriste des années démocratiques *Terra Lliure*.

Les membres du FAC se sont séparés en 1978 après l'amnistie générale. C'est là que commence en fait l'histoire du terrorisme contemporain. En Catalogne, il prend le nom de *Terra Lliure* (« Terre Libre ») après que la police a arrêté, entre 1979 et 1980, une quinzaine d'indépendantistes accusés d'avoir appartenu à Epoca. Deux membres de Epoca ont fait partie de *Terra Lliure* : Montserrat Tarrago et Carles Sastre. Des membres du FAC, Joan Carles Monteagudo et Jordi Vera, finirent aussi à *Terra Lliure*. Joan Carles Monteagudo rejoignit finalement l'ETA : il fit partie du commando qui, en 1991, provoqua 10 morts (dont 4 enfants) dans l'explosion d'une caserne de la ville catalane de Vic, et mourut le lendemain, tué par la garde civile. Carles García Solé se consacra à l'activité politique indépendantiste.

L'histoire de *Terra Lliure* est divisée par les spécialistes en diverses étapes : au début des années 1980, elle s'impose comme l'alternative indépendantiste dans une myriade d'organisations politiques nées à la faveur de la transition post-franquiste. La représentation de l'alternative se forge alors face au consensus politique qui rassemblait tous les grands partis de Catalogne, nationalistes catalans ou non, sur le principe de la rédaction d'une Constitution espagnole. À l'époque, le parti de la gauche républicaine de Catalogne, ERC, ne se définissait pas encore comme indépendantiste. Ces années consacrent la victoire des nationalistes catalans de CiU aux élections régionales en Catalogne. Le 23 février 1981 une

12. Consultation archives *El País*.

13. *El País* du 31 janvier 1989, 1^{er} mars 1989, 29 juin 1989.

14. Les rapports de police mettaient aussi en cause Manuel Viusa Camps, né dans les années 1920, un peintre exilé à Paris que la police a accusé d'avoir acheté des armes en Allemagne en 1973. Il a appartenu au Front national de Catalogne et publié des livres sur les personnalités les plus radicales de ERC, Macià et Companys. *El País*, 16 mars 1979.

tentative de coup d'État militaire pousse les partis politiques à témoigner leur soutien à la monarchie constitutionnelle, y compris les partis nationalistes régionaux. En 1982 enfin, la victoire du PSOE consacra la fin de la période de transition vers la démocratie. *Terra Lliure* apparut alors dans les milieux indépendantistes comme l'expression d'une volonté de rupture face à la consolidation de la réforme [Vilaregut, 2004].

L'activisme de *Terra Lliure* se développe alors sur quelques années : 18 attentats en 1985, 13 en 1986, 34 en 1987 et 28 en 1988. Mais dès 1987 le groupe se divise sur l'opportunité de la lutte armée. En effet, le 18 juin, une voiture piégée de l'ETA explose dans les parkings du supermarché Hypercor de Barcelone et fait 21 morts et 45 blessés. Le 11 décembre, une autre voiture piégée lancée dans la caserne de Saragosse tue 11 personnes, dont cinq fillettes et deux femmes enceintes, et en blesse 40 autres. Ces massacres suscitent des débats au sein du mouvement indépendantiste catalan.

Le souvenir d'un passé violent

Il semble bien que, dans les mouvements nationalistes et indépendantistes catalans, l'opportunité de la lutte armée ait toujours fait débat et que les événements des années 1930, marqués par une violence extrême, aient servi de repoussoir à toute dérive incontrôlée de groupes utilisant la violence armée. Ricard Vilaregut écrit que pour Josep Tarradellas, secrétaire général d'ERC dans les années 1930, président de la Generalitat en exil pendant le franquisme et réinstallé à la Generalitat de 1977 à 1980, il fallait éviter absolument tout mouvement insurrectionnel comme celui, par exemple, du 6 octobre 1934 qui conduisit à l'arrestation et à la déportation de très nombreux nationalistes catalans. En 1931 les élections municipales avaient été remportées en Catalogne par le tout nouveau parti nationaliste catalan de gauche, *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), qui présida à la rédaction d'un statut d'autonomie et dirigea le premier gouvernement autonome catalan (1931-1936). Entre le 4 et le 6 octobre 1934, suite à la victoire de la droite aux législatives espagnoles dans un climat politique général très conflictuel, la fraction séparatiste de ERC, issue du parti *Estat català*¹⁵, prit la tête d'un appel à la grève générale contre l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement réactionnaire à Madrid et annonça que ses milices allaient occuper Barcelone pour maintenir le calme, c'est-à-dire contrôler les milices révolutionnaires de gauche, notamment les anarchistes. Le 6 octobre, le président de la Generalitat, Lluís Companys, proclama l'« État catalan de la République catalane de la République

15. Fondé en 1922, qui se définit comme un parti insurrectionnel puis rejoint les rangs de ERC en 1931.

fédérale espagnole » alors que la Constitution espagnole de l'époque n'était pas fédérale. Cette proclamation apparut donc comme une rébellion contre l'ordre constitutionnel espagnol. L'état de siège fut immédiatement décrété par Madrid et les forces armées espagnoles stationnées à Barcelone prirent le contrôle des points stratégiques de la capitale catalane. L'État catalan dura dix heures. Le matin du jour suivant, le président Companys fit hisser un drapeau blanc au balcon de la Generalitat. L'épisode suscita des remous au sein du mouvement nationaliste catalan car il fit apparaître les profondes rivalités entre séparatistes insurrectionnels qui n'hésitent pas à se glorifier de leur haine de l'Espagne [Tarin-Iglesias, 1988, p. 140] et nationalistes catalans qui sont plus pragmatiques, désireux avant tout de gouverner et de maintenir la cohésion politique de la région face à la puissance des partis et syndicats révolutionnaires et de leurs milices en armes, à un moment où le climat social est insurrectionnel dans toute l'Espagne. En 1976, le souvenir d'avoir été alors débordés par quelques personnalités de la faction séparatiste et armée de leur parti est encore vivace chez les nationalistes catalans de ERC.

La bourgeoisie catalane a été aussi vaccinée contre le pouvoir des « avant-gardes » : pendant la guerre civile, elle a dû en effet supporter que la Generalitat passe sous le contrôle des partis les plus révolutionnaires du Front populaire et procède à un certain nombre de collectivisations d'entreprises. La Confédération nationale du travail, fondée en 1910, fut sans doute le plus puissant syndicat anarchiste qui ait jamais existé et a joué un rôle fort important en Catalogne pendant les trois années de la guerre civile. Elle prônait la non-participation au débat parlementaire, l'action directe¹⁶, le recours à la grève générale pour aboutir à la révolution sociale. Légalisée en 1914, la CNT comptait en 1918 quelque 700 000 affiliés en Espagne, dont 430 000 dans la seule Catalogne. L'action directe n'était pas, loin s'en faut, le seul apanage des anarchistes : on dénombre plus de 800 attentats à Barcelone entre 1919 et 1923. Plus tard, pendant la guerre civile, Barcelone et la Catalogne connurent des épisodes de luttes très âpres, au sein du camp antifasciste, entre staliniens, communistes hétérodoxes (POUM), anarchistes, républicains, nationalistes catalans, etc., au sujet du lien entre révolution et guerre antifasciste, de la militarisation des milices et du contrôle du pouvoir. La plus grave de ces confrontations eut lieu entre le 3 et le 8 mai 1937, Barcelone se couvrit de barricades et les affrontements firent des centaines de morts ; on a parlé de guerre civile dans la guerre civile. Il n'y a rien eu de tel au Pays basque. Le PNV (Parti nationaliste basque) a contrôlé très tôt ses propres troupes, s'est organisé en État basque dans l'État espagnol à la faveur de la guerre,

16. « Les comités de défense de la CNT sont de véritables organisations paramilitaires », note de Pierre Broué et Émile Témime [1961, p. 44].

a produit un passeport basque, organisé une armée régulière d'*Euskadi* de 40 000 à 50 000 hommes, créé une université, et a combattu les troupes franquistes en limitant autant que possible les relations avec les républicains dont il méprisait la mauvaise organisation militaire [Garitaonandía, 1987, p. 85]. En 1937, une fois Bilbao tombée aux mains des franquistes, le PNV s'est désolidarisé en secret du camp républicain qu'il accusait d'être responsable de la défaite. La bourgeoisie de Bilbao livra ses usines intactes aux vainqueurs qui les transformèrent immédiatement en usines d'armement. Enfin, la direction du Parti nationaliste basque (PNV) organisa une défaite factice de ses troupes contre celles du camp franquiste, en ayant au préalable négocié avec Mussolini (pacte de Santoña) l'évacuation de ses hommes vers l'Italie fasciste [Garitaonandía, 1987, p. 157-180]. Finalement les soldats nationalistes basques furent trahis par Mussolini. Cela peut paraître paradoxal mais, pendant la guerre civile, dans ce Pays basque qui ne sort toujours pas du terrorisme, il n'y a pas eu au même degré qu'en Catalogne de violence incontrôlée, ni de lutte de classes aussi rude¹⁷.

En Catalogne comme au Pays basque, le franquisme a été une période difficile pour un certain nombre d'entrepreneurs en raison de la politique d'autarcie et de la confiscation des biens de certains d'entre eux [Cabana, 2006]. Cependant, en règle générale, la bourgeoisie catalane s'est mieux accommodée des excès du régime franquiste que de ceux des anarchistes ou des communistes. Contournant des obstacles administratifs non négligeables, les entrepreneurs ont réussi à faire marcher leurs affaires pendant cette période. Dans cette classe sociale aussi l'ordre constitutionnel est une valeur à défendre, même si nombre de petits patrons sont nationalistes catalans. Ceci contribue à expliquer le consensus postfranquiste sur l'ordre constitutionnel espagnol, même si ses modalités de répartition du pouvoir entre institutions espagnoles et catalanes furent âprement disputées.

Les Catalans : majoritairement nationalistes et non séparatistes

Les institutions catalanes, tenues entre 1980 et 2003 par le parti *Convergència i Unió*, ont lutté contre la dérive terroriste, d'une part pour maintenir la paix, mais également parce que le but de la politique développée par CiU n'était pas séparatiste. Jordi Pujol, figure centrale du nationalisme catalan de l'époque, a souvent déclaré, et publié, qu'il était nationaliste catalan sans être indépendantiste. Or il est resté à la tête de la Generalitat de 1980 à 2003. De même, il a été secrétaire

17. La capacité du nationalisme basque à pénétrer le monde du syndicalisme, après une première implantation des socialistes dans le milieu des mineurs, est très bien romancée dans l'œuvre magistrale de Ramiro Pinilla *Verdes valles, colinas rojas*.

général de *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC)¹⁸ de 1974 à 1989, et président de ce parti de 1989 à nos jours. Cette longévité politique d'un seul personnage n'a pas d'équivalent au Pays basque. Aujourd'hui le nouveau secrétaire général de CDC, Artur Mas, se donne comme objectif de réaliser pleinement la nation en la rendant plus attractive : « Il faut que notre culture passe de la résistance à la séduction¹⁹. » Enfin, CiU est une coalition dans laquelle l'autre formation politique, *Unió Democràtica de Catalunya*, créée en 1931, n'est pas non plus séparatiste. Sans rentrer dans le détail des différentes sensibilités au sein du parti, *Unió* défend la nation catalane dans une Espagne plurinationale, et les plus amples prérogatives pour un pouvoir catalan non subordonné au pouvoir central de l'Espagne. C'est pourquoi, en juin 1977, les représentants de tout le spectre politique catalan acceptèrent de reconnaître la monarchie, le drapeau national, l'unité de l'Espagne et de ne pas exiger de jugements des responsables politiques de l'ancien régime franquiste. Cela explique la volonté de rupture au sein du mouvement indépendantiste et la création de *Terra Lliure*, mais ce contexte a sans doute aussi contribué à la retenue des activistes catalans : leur but n'était pas de tuer mais de faire apparaître au grand jour une idéologie minoritaire. En trois ans, *Terra Lliure* a fait une victime involontaire et deux activistes sont morts de leur propre bombe. Soulignons aussi que jamais ce groupe ne parvint à organiser un soutien suffisant au sein de la société et des médias catalans. En effet, la presse catalane, quel que soit son ancrage idéologique, n'a pas relayé les actions de *Terra Lliure*, ou seulement pour les dévaloriser (la violence est « stupide », leurs idées sont une « hallucination pathétique » ; Ricard Villaregut [2004] parle d'exclusion sociale et politique de *Terra Lliure*).

Divisés sur la question de la lutte armée et isolés, les indépendantistes catalans ont été de ce fait ébranlés par les référendums qui aboutirent à l'indépendance des pays baltes après l'ouverture du Rideau de fer. Alors qu'au Pays basque l'ouverture du Mur n'a pas eu d'incidence, en Catalogne les événements baltes, puis la division de la Tchécoslovaquie ont été interprétés dans cette mouvance comme la démonstration que la voie politique n'était pas forcément une impasse sur le chemin de l'indépendance. Ce contexte fut mis à profit par le secrétaire général du parti de la gauche républicaine de Catalogne (ERC), Angel Colom, pour lancer une opération de captation de militants séparatistes, et rassembler les multiples sigles de l'indépendantisme catalan sous la bannière d'ERC en donnant au parti une orientation expressément indépendantiste (1989). C'est ERC qui va

18. *Convergència i Unió* est la coalition de *Convergència Democràtica de Catalunya* et de *Unió Democràtica de Catalunya*.

19. Discours Artur Mas, 20 novembre 2007. http://www.convergencia.org/fitxa_documents.php?doc_ID=275.

amener *Terra Lliure* à annoncer sa dissolution en 1991, puis celle de sa branche dissidente en 1995. L'intégration de la nébuleuse indépendantiste dans un parti se fit corrélativement à une opération policière d'envergure qui, en 1992, au moment des jeux Olympiques de Barcelone, décapita le mouvement. Oriol Mallo, ancien activiste de *Terra Lliure* devenu journaliste, écrit qu'Angel Colom a été perçu comme un sous-marin de CiU, dont la mission était de désactiver « ce que la classe politique catalane voyait comme un péril réel : la consolidation d'un mouvement de libération nationale, d'une force politique comme *Batasuna*, impossible à contrôler » [Malló, 2005, p. 14].

Terra Lliure s'est dissoute parce que ses militants étaient isolés. Les représentations d'oppression radicale du catalanisme par l'État espagnol n'ont pas été relayées par la classe politique locale, pragmatique dans sa pratique du pouvoir. Au contraire la représentation dominante est celle d'une Catalogne toujours en avance sur le plan social et politique, locomotive du progrès général dans un État espagnol décadent et retardataire²⁰. Enfin, ils n'ont pas su imposer un pouvoir au sein du mouvement indépendantiste. Il y a, en Catalogne comme ailleurs, des militants sectaires qui voudraient imposer leurs vues parce qu'elles leur semblent incarner la justice ou la seule vérité envisageable. Mais ils n'ont pas su, ou pas pu, imposer un contrôle ou organiser des leviers de coercition efficaces envers leur propre mouvement. La situation est bien différente au Pays basque.

La genèse du terrorisme : un phénomène de géopolitique interne

« Le conflit » avec l'État espagnol

Si l'on choisit de tuer pour faire avancer une idée, c'est qu'on pense que ce meurtre va faire bouger quelque chose en faveur de la cause que l'on défend. Celui-ci provoque forcément une répression et le meurtrier pense pouvoir tirer de cette répression une compassion plus grande que la répulsion envers l'assassinat commis. Le meurtrier sait que la foule des sympathisants de sa cause restera aveugle et sourde à la souffrance de la famille du mort et sera au contraire sensible à toutes les images et témoignages d'affliction issus de sa propre famille ou de sa

20. « Para conseguir sus principales objetivos el catalanismo había formulado un horizonte que parecía tan utópico como inalcanzable : ver una España democrática, europea y próspera. Es decir, regenerar España. Visto desde la perspectiva de la propia historia de España, la aventura se presentaba en enormes proporciones. La España de hace cien años era un Estado decadente, desnortado, prisionero de sus propias debilidades y de sus miedos (...). El catalanismo también ha tenido éxito en la regeneración de España. » Discours Artur Mas, 20 novembre 2007.

personne. Manifestement, en Catalogne, le meurtre offrait peu d'avantages politiques, mais ce n'est pas le cas au Pays basque et il s'agit de comprendre pourquoi.

Ainsi, par exemple, lors de l'arrestation en janvier 2008 des responsables de l'attentat contre l'aéroport de Madrid (décembre 2006), le conseil municipal de la ville dont ils sont originaires (Lesaka) a approuvé à l'unanimité une motion de solidarité avec les prisonniers « ainsi que leurs familles et amis²¹ ». Pourtant, la majorité du conseil municipal est composée d'élus de partis nationalistes basques qui condamnent officiellement l'ETA. Il n'y a pas eu de mouvement de solidarité ni de compassion envers les deux victimes de la bombe, leurs familles et amis. Cette sensibilité politiquement orientée est le propre du Pays basque. On a vu des scènes poignantes où les responsables du PNV au pouvoir faisaient preuve d'indifférence à l'égard de la dépouille d'un collègue des partis socialiste ou populaire, pourtant assis à leurs côtés peu de temps avant dans l'Hémicycle ou au conseil municipal.

Les représentants de la société nationaliste basque privilégient le message nationaliste apporté par la mort et masquent son message totalitaire d'élimination de l'adversaire. C'est la raison pour laquelle, au Pays basque, pour celui qui prend le risque de tuer, l'assassinat rapporte plus de bénéfices que d'inconvénients. La cause qu'il partage avec les partis nationalistes dits démocratiques ou non-violents reste toujours prioritaire dans le jugement qui est porté sur son acte. Si celui-ci est formellement condamné, la raison qui le motive ne l'est pas ; on écarte l'interprétation qui en fait un acte totalitaire et l'on retient celle qui en fait un acte nationaliste, c'est-à-dire une revendication de démocratie pour le peuple basque.

L'interprétation des causes du terrorisme par la société qui le génère est un autre élément fondamental de sa durée. Joseba Arregi, ancienne personnalité politique du PNV, désormais en rupture avec ce parti, a expliqué que, du point de vue des militants et partisans de l'ETA, l'organisation représente une période fondatrice du nationalisme basque, d'absolu séparatisme en rupture complète avec ce qui leur apparaissait comme les errements antérieurs du PNV entre autonomisme et souverainisme mal défini. On sait en effet que le Parti nationaliste basque a été avant tout une formation politique de bourgeois ou de classes moyennes catholiques dont la force des convictions indépendantistes a varié selon la conjoncture. En 1936, les militants ont beaucoup hésité à soutenir la République plutôt que Franco, car la première était sous l'influence de partis très anticléricaux. Durant le franquisme, cette bourgeoisie basque a plutôt mis à profit la période pour faire marcher les affaires économiques locales. C'est d'ailleurs pour lutter contre la passivité de leurs pères qu'un groupe de jeunes nationalistes s'est lancé dans la lutte armée en 1959.

21. <http://www.lesaka.es/upload/docs/Aktak/OSOKO20080107.pdf>.

L'ETA, écrit Joseba Arregi, a alors mis en scène une explication monocausale de la violence, tout entière contenue dans le terme de « Résistance », qui, jusqu'en 1975, s'articulait sans peine avec la réalité du franquisme. Aujourd'hui encore, l'existence et les actions de l'ETA sont très souvent interprétées sous le prisme de la dictature qui en serait la cause première et durable. Pourtant, un simple coup d'œil aux statistiques des attentats révèle que la relation entre le franquisme et l'ETA est très loin d'expliquer l'ensemble du phénomène. On l'a dit, le terrorisme de l'ETA se développe pendant la période démocratique et la chronologie fine des attentats montre aussi qu'ils visent à saboter les processus démocratiques espagnols puisqu'ils se concentrent avant des élections.

Or le nationalisme démocratique a assumé cette explication monocausale de la violence. Pour le PNV, et pour son avatar *Eusko Alkartasuna*, la violence provient d'une cause unique, le conflit avec l'État espagnol. De ce postulat découle tout le reste : la solution de la violence passe nécessairement par la solution du conflit, par la « normalisation » de la situation, par un accord entre *Euskadi* et l'État qui fasse disparaître le conflit pour toujours. Il y a eu plus de 800 victimes de l'ETA, qui, au-delà du jour même de l'attentat, surmontent plus ou moins bien les conséquences du drame. Leur solitude vient du fait que la paix dont il est question dans les discours des nationalistes basques ne peut être, selon eux, que la résolution du « conflit » global entre l'État espagnol et le peuple basque, c'est-à-dire l'indépendance. La vie et la mort des individus n'ont aucune incidence sur cette représentation. Pour prendre un exemple récent, le président de la communauté autonome a dévoilé le 28 mai 2008 les deux questions qu'il pense soumettre aux citoyens de ce territoire dans l'hypothèse où il parviendrait à organiser un référendum pour revendiquer la « libre association » avec l'Espagne (théoriquement, l'initiative est illégale). La première question est : *Êtes-vous d'accord pour soutenir le processus d'une fin dialoguée de la violence si auparavant ETA manifeste sans équivoque sa volonté de mettre fin à la violence pour toujours ?* La formulation est pour le moins curieuse : on dialoguerait sur la fin de la violence si avant l'ETA promet d'y mettre fin. Ce qui fait apparaître que, du point de vue du président autonome, la violence principale est celle de l'État espagnol contre le « peuple basque ». En outre, du point de vue des Basques qui craignent pour leur vie et des familles des victimes, cela signifie que le gouvernement est prêt à appeler les citoyens aux urnes alors que la campagne se ferait sous la menace de l'ETA. On ne requiert apparemment de cette dernière qu'un engagement sur sa bonne volonté, dans l'hypothèse sans doute d'une victoire du « oui ». La mise en marche d'un processus vers la souveraineté passe de ce fait avant la sécurité des citoyens qui s'y opposent. La seconde question est : *Êtes-vous d'accord que les partis basques sans exclusion commencent un processus de négociation pour atteindre un accord démocratique sur l'exercice du droit de décider du peuple basque et que cet*

accord soit soumis à un référendum avant la fin de 2010 ? Elle démontre que, pour le gouvernement autonome basque, la situation actuelle du Pays basque au sein de l'Espagne n'est pas vraiment démocratique et que ce serait le principal problème à résoudre.

Si la violence, poursuit Joseba Arregi, était fille de plusieurs pères, si les causes étaient multiples, la fin du conflit ne serait plus un axe unique de pacification aussi évident. La causalité multiple entraîne la nécessité de chercher des solutions multiples, et donc aussi des causes internes à la société qui génère cette violence politique.

La démocratie selon les Basques

De cette représentation du conflit et de ses causes primordiales découle celle de la démocratie, car les nationalistes, qu'ils soient armés ou non, pensent que seule la souveraineté du peuple basque réalisera pleinement les conditions de la démocratie. Ainsi, par exemple, le 20 décembre 2000, le président de la communauté autonome basque Juan José Ibarretxe déclara qu'il était « intolérable que l'ETA conditionne la cessation de la violence à l'obtention de son projet en marge de la volonté majoritaire des citoyens et citoyennes basques ; mais il n'est pas non plus démocratiquement acceptable de conditionner la défense et la réalisation du projet politique légitime de chacun à la disparition de l'ETA.

« Il n'est pas licite d'intimider les citoyens pour qu'ils renoncent à leur liberté (comprendre : la recherche de l'indépendance) contre la Paix (comprendre : la fin de l'ETA), ni de retarder l'exercice de la démocratie (comprendre : la recherche de l'indépendance) à l'obtention de la Paix car, si nous le faisons ainsi, le référent politique, la barre pour définir notre présent et notre futur, est laissé entre les mains de l'ETA.

« La construction d'une paix ferme et définitive, appuyée sur la justice, ne peut se ramener (...) à la simple élimination de l'adversaire ou la simple absence de violence (comprendre que la situation d'inclusion du "peuple basque" dans l'État espagnol est injuste).

« Un solide et authentique processus de paix doit se forger sur le compromis individuel et la volonté collective de respecter la dignité et la liberté des personnes (notez la minuscule pour les individus, que l'on ne nomme pas "citoyens") et des Peuples (notez la majuscule) ».

Dans ce discours, le « Peuple basque » est donc défini comme le sujet de la démocratie, le requérant de justice, l'aspirant à la liberté. Pour les nationalistes basques, la citoyenneté, la démocratie, est indissociable de la nationalité. C'est sans doute une réelle différence avec la Catalogne. C'est pourquoi il est important en géopolitique de revenir sur le contenu historique des termes, concrétisés dans

les territoires précis. Sous les mots nationalisme et indépendantisme, les idéologies basquiste et catalaniste sont différentes. La dimension ethnique du nationalisme basque crée un absolu beaucoup plus fort qu'en Catalogne. Le fondateur de la doctrine nationaliste basque était raciste, c'est un fait bien connu. On relie cette caractéristique au contexte idéologique européen du XIX^e siècle, empreint de préjugés raciaux et racistes, et il y a aussi eu des idéologues catalanistes racistes à la même époque²². Au XX^e siècle, le PNV a d'ailleurs remplacé le mot « race » par le mot « ethnie » puis par le concept d'ethno-linguisme pour pouvoir assumer sans critique tout l'héritage du fondateur, dont le siège du parti à Bilbao porte le nom (*Sabinetxea* : « maison de Sabino », « le cœur du nationalisme et le meilleur hommage que l'on puisse faire à son fondateur, Sabino Arana²³ »). Le fait que le peuple basque, ses droits et sa liberté soient des concepts insécables s'est traduit par la proposition du président de la région basque, Juan José Ibarretxe, d'un statut de libre association du Pays basque avec l'Espagne dans lequel on distinguerait les citoyens résidents, qui auraient le droit de vote, des Basques ayant la nationalité basque²⁴, sans que l'on connaisse les conséquences d'une telle différence.

Or le terrorisme est aussi une forme d'énoncé de ce que doivent être la démocratie et la paix. Le fait que le gouvernement autonome basque ait la même conception que les terroristes de ce que doivent être la paix, la justice et la démocratie est un problème.

Au contraire, les opposants au nationalisme basque défendent les droits individuels ; pour eux la fameuse « paix » doit se traduire par la possibilité réelle de se présenter aux élections sans risquer leur vie.

Si la rhétorique est l'art qui se rapporte à l'action du discours sur les esprits, ces définitions contradictoires des mêmes concepts sont importantes à prendre en compte car elles expliquent comment les nationalistes basques du PNV sont absolument convaincus de n'être aucunement responsables de la situation, bien qu'ils défendent les mêmes objectifs que l'ETA pour la souveraineté nationale. La condamnation des meurtres peut être sincère sans empêcher la diffusion des représentations mettant à l'abri du doute l'électorat nationaliste basque sur la question fondamentale : qui est le sujet de la démocratie ? Le peuple basque dans sa globalité composé des citoyens qui réclament un État basque, ou les individus citoyens de l'État espagnol ? L'enjeu de la question est d'autant plus important que, dans la communauté autonome basque, la moitié environ des électeurs se prononcent en

22. Pere Màrtir Rosell i Vilar, qui publie en 1917 *Diferències entre catalans i castellans. Les mentalitats específiques*, et en 1930 *Raça*.

23. Site http://www.sabinetxea.org/nueva_sabin_etxea/sabin_etxea_hoy/sabin_etxea_hoy-c.html

24. Site http://www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/dictamencomision20122004_cas.pdf4.

faveur des partis nationalistes basques, et l'autre moitié en faveur de partis présents dans toute l'Espagne. Depuis les années 1980, les nationalistes basques sont majoritaires en voix aux élections régionales, et contrôlent donc le gouvernement autonome, mais ils ne le sont pas forcément lors des scrutins législatifs²⁵. De nombreux citoyens basques jugent donc que le gouvernement autonome, en accordant une part de légitimité au combat de l'ETA, est défaillant dans la défense de leur liberté et de leur droit démocratique à exprimer leur opinion, en se présentant notamment sur les listes de partis espagnols.

Le fait que les partis nationalistes basques non violents soutiennent une conception de la démocratie dans laquelle les droits du peuple basque sont primordiaux explique en effet qu'ils se trouvent très souvent en position de défendre les droits de *Batasuna*, avatar légal de l'ETA, interdit en Espagne depuis 2003, ou des multiples clones que ce parti met sur pied pour éluder les conséquences des décisions judiciaires le concernant. En mai 2008, les partis nationalistes basques PNV, EA, *Aralar*, et le dernier clone en date de *Batasuna*²⁶ ont par exemple voté une protestation contre la torture des deux auteurs de l'attentat à l'aéroport de Madrid²⁷. Le Parlement autonome a accusé le gouvernement espagnol de « protéger sans exception les forces de police face aux dénonciations de torture ». On sait pourtant que l'ETA donne pour consigne à ses membres de systématiquement se plaindre d'avoir été torturés. Les situations d'alliance objective entre les partis dits démocratiques et la formation qui soutient l'ETA (dont le nom change souvent mais pas le contenu) sont très fréquentes, car celle-ci récolte environ 150 000 voix (12 % des votes) aux élections dans la communauté autonome basque et est assez bien représentée dans les mairies. En 1991, pendant la trêve de l'ETA, *Euskal Herritarok* prend le gouvernement de 45 conseils municipaux et fait élire 679 conseillers, ce qui était un excellent résultat.

Les nationalistes qui condamnent les méthodes de l'ETA ne s'inscrivent donc pas en faux contre la diffusion de représentations du conflit qui font de l'organisation un représentant du « peuple » basque en « conflit » avec l'« État espagnol ». C'est une donnée très importante : un récent article d'*El País* a fait par exemple apparaître qu'en 2004 l'ETA a consacré 254 000 euros, 13 % de son budget annuel, à l'appareil international, c'est-à-dire aux ambassadeurs de la cause nationaliste basque qui diffusent l'image d'un régime espagnol répressif. Dans ses

25. Législatives mars 2008, Communauté autonome basque : PSOE 425 567 voix, Parti populaire 206 702 voix ; total des deux 632 269 voix. Partis nationalistes : 383 151 voix (PNV 303 246, autres 79 905). Parti de la gauche unie (*Ezker Batua*, fédéré à *Izquierda Unida*, parti espagnol, et allié systématique des nationalistes au Pays basque) : 50 123 voix.

26. Parti communiste des Terres basques (PCTV).

27. 30 décembre 2006.

travaux pour l'ONU sur les atteintes aux droits de l'homme, l'ex-rapporteur Theo van Boven consacrait en général entre 185 et 225 paragraphes à l'Espagne (soit entre 10 et 11 % de ses textes) contre 42 à la Russie, 4 à la France et 3 au Maroc. Le nouveau rapporteur a également commencé ses investigations par une visite aux prisonniers de l'ETA. Les organisations des familles de ces détenus et le collectif contre la torture envoient méthodiquement des dénonciations dans les forums internationaux habilités à recevoir ce type de plaintes. Les documents trouvés par la police dans les locaux d'associations de défense des prisonniers évoquent le projet de créer un « corps diplomatique basque », des ambassades populaires (*herriembaxadas*) et des délégués permanents en Europe et en Amérique. L'objectif principal est d'être présent dans les commissions des droits de l'homme de l'ONU²⁸.

On voit combien la représentation de la genèse franquiste du conflit actuel pèse sur la perception de la situation basque et quel est l'enjeu du débat sur la date à partir de laquelle on peut faire démarrer une histoire de l'ETA contemporaine. On voit aussi que la représentation des deux personnages géographiques adverses, « Espagne et Pays basque », est utile pour annuler la césure entre le régime franquiste et l'Espagne contemporaine. Les « géographismes », actions de transformer dans le discours les territoires en acteurs, donnent au conflit une dimension métaphysique qui éloigne l'observateur de la complexité des rivalités internes et de leurs articulations avec les phénomènes externes à la société ou à l'État en jeu.

Un pouvoir de coercition à usage interne

Tuer son adversaire politique offre des avantages. Mourir aussi. Si le terroriste meurt, l'effet est également notable. Son action sort du domaine de la critique. Donner sa vie est un absolu, critiquer un martyr est une façon de l'abandonner. La mort est un excellent ciment communautaire car elle définit des traîtres. Cela signifie également qu'une partie de la population se définit d'abord comme une communauté historique, ici le peuple basque, qui n'est pas l'humanité ni un ensemble d'individus dotés de droits démocratiques. Enfin, lorsque le meurtre provoque tout de même l'indignation d'une partie de la population qui s'identifie avec le sort des personnes tuées et de leurs proches, cela présente le mérite de dessiner des camps, au sens concentrationnaire du terme. Le meurtre enferme les spectateurs dans une pensée binaire, approbation ou condamnation. Le terrorisme vise à geler les positions des uns et des autres, c'est une mise en scène guerrière

28. José Luís Barbería, « *Las embajadas de ETA* », *El País*, 1^{er} juin 2008.

pour contourner les aléas des rivalités démocratiques, faites d'alliances autant que de divisions. Pourtant toutes les sociétés, on l'a dit, ne se laissent pas dominer par des tueurs.

À qui, à quoi sert le terrorisme ?

Le terrorisme doit en effet s'analyser comme une forme d'action visant à établir un rapport de pouvoir à l'intérieur de la société dont les activistes armés sont issus. C'est une domination à usage interne. Cette idée ne peut évidemment pas faire l'unanimité car elle suppose que ce ne sont pas les conditions extérieures qui génèrent le terrorisme mais un milieu social et politique autochtone, qui accueille en son sein, ou soutient ou accepte, l'imposition d'idées politiques par des actes violents. C'est d'ailleurs le problème fondamental posé par l'apparition d'un groupe armé dans une région ou un État : le terrorisme fait implorer la société qui le génère.

En 2005, l'écrivain basque Fernando Aramburu a publié une série de nouvelles mettant en scène des tranches de vie des victimes de l'ETA. Ces nouvelles ont fonctionné comme une sorte de révélateur faisant apparaître notamment la terrible solitude des victimes, au moment de l'attentat puis durant toute leur existence postérieure. Dans une société qui met aisément en scène sa solidarité avec les démunis du monde entier, l'insensibilité au sort de son voisin est, c'est vrai, souvent surprenante ; mais ces nouvelles font aussi apparaître la peur qui est liée à cette apparente insensibilité.

L'inscription du terrorisme dans des petits territoires est un phénomène qu'on sous-estime quand on étudie cette violence d'un point de vue idéologique. La forme d'urbanisme particulière du Guipuscoa, la province la plus nationaliste basque de la communauté autonome, est à prendre en compte dans l'explication du contrôle qu'un groupe soutenant l'ETA peut avoir sur l'environnement social. Les villes de cette province ont connu une croissance rapide, dans le courant des années 1960, à partir de noyau villageois. Toute la vie sociale se fait dans cet ancien centre.

De même, cette forme d'urbanisme fait que les victimes et les bourreaux se croisent, ce qui rend particulièrement pénibles les relations sociales entre ceux qui ont souffert du terrorisme et ceux qui ne disent rien. Les exemples les plus spectaculaires apparaissent dans la presse, mais cette réalité est plus fréquente qu'on ne le croit, car, même après un drame, il est difficile de quitter le lieu où l'on travaille, où l'on habite, quand la famille est établie. Dans la neuvième nouvelle de F. Aramburu, une femme raconte à son jeune fils l'attentat qui a coûté la vie à son père lorsqu'elle était enceinte de lui. Elle lui fait part de la présence d'une jeune fille parmi les assaillants qui ont tiré sur la voiture dans laquelle le couple

voyageait. L'enfant sait qu'il s'agit de « K », la fille à qui le village vient de rendre hommage, la sœur de celle qui, à l'école, lui fait des avances amoureuses. La mère reconnaît qu'elle croise souvent la mère de K. dans la rue, et que celle-ci la regarde comme si elle avait fait quelque chose de mal. Elle raconte aussi qu'un jour, alors qu'elle manifestait contre l'ETA, elle a entendu la mère de K. traiter les manifestants d'assassins. L'enfant décide alors de refuser à l'avenir les avances de la sœur de K. Dans une autre nouvelle, la veuve du garde civil assassiné rencontre chez le boucher une femme qui l'avait menacée avant le meurtre et qui ne lui accorde aucune compassion, bien au contraire. Une telle situation est plus improbable dans une grande capitale comme l'agglomération de Barcelone (5 millions d'habitants sur les 7 millions d'habitants de la Catalogne).

D'autres nouvelles font apparaître la lâcheté des individus face au meurtre et combien ils en sont malheureux. Après l'assassinat d'un policier municipal, les voisins, pourtant bien gentils, n'osent pas se solidariser avec la famille touchée par le drame, sauf pour l'aider à déménager. Après un attentat à la bouteille incendiaire contre un appartement, les voisins se plaignent car c'est la deuxième attaque depuis l'été, sans compter les pierres lancées contre les vitres et les graffitis sur les murs. Ils sont en colère contre celui à qui s'adressent les attaques parce qu'il a voulu être élu municipal. Pour eux, la source du problème se trouve chez celui qui provoque la colère des indépendantistes. Ils proposent d'aider les victimes à s'en aller, afin d'expulser la source du problème, c'est-à-dire l'adversaire des terroristes.

La violence atteint également les milieux qui la génèrent : les proches des terroristes et le terroriste souffrent aussi dès l'instant où ils doutent de la légitimité des actes revendiqués. La rhétorique nationaliste, les rituels collectifs et publics ont d'ailleurs pour fonction d'éviter que, dans la solitude, ces familles ne se mettent à contester l'idéologie qui les a menées à la tragédie que représentent la mort ou la condamnation d'un enfant ou d'un parent. On accorde, en géopolitique, une grande importance aux représentations. On analyse la manière dont telle ou telle partie rivale interprète les faits historiques, en glorifie certains, en oublie d'autres. Il faut aussi accorder de l'attention à l'architecture des discours collectifs et à leur mode de diffusion. Au Pays basque, le terrorisme amène une grande partie de la population à voir au grand jour la part de lâcheté que nous portons tous en nous, plus ou moins développée. C'est une image pénible de soi et la phraséologie partisane a pour vocation de réparer ces douleurs narcissiques que l'esprit sincère vous fait entrevoir (comme celle d'être uni à un groupe qui protège des assassins). Ainsi, par exemple, l'opération rhétorique consistant à rendre des actions équivalentes en les sortant de leur contexte permet de ne pas être le seul coupable : rien n'est condamnable si l'adversaire a déjà fait de même. Dans les nouvelles citées plus haut, la femme qui va rendre visite à son

fil emprisonné a un doute. Pour elle, tous les morts ne se valent pas²⁹ : « Que vous tuiez des gardes civils et des mouchards, passe encore ; mais des enfants, non. » Sa voisine lui rappelle alors que les Espagnols ont tué beaucoup d'enfants en bombardant Guernica, en 1937. La représentation est donc un peu plus qu'une opinion ou un sentiment : c'est souvent une construction idéologique adoptée par le citoyen mais élaborée par des professionnels de la politique, militants, élus. La construction d'une définition collective nationaliste basque de la démocratie et de la justice est une représentation à laquelle s'oppose celle des citoyens basques qui ne sont pas nationalistes basques. La représentation fait aussi partie d'un système : l'accompagnement mental d'une personne qui pourrait avoir des doutes, la solidarité qui vise à l'empêcher de les exprimer, est un mécanisme social central. Que peut dire la mère du prisonnier qui se voit offrir gratuitement des produits par les commerçants qu'elle côtoie chaque jour pour signifier que les actes de son fils sont approuvés et qui se trouve de fait unie à ces actes ? Enfin, il est tout aussi important de voir comment, en regard de cette solidarité presque fusionnelle, la liberté de pensée est payée en retour par une solitude tout aussi organisée. La mère du prisonnier n'a pas le droit de dire qu'elle n'aime pas le surnom dont il est affublé sur les affiches, elle n'est pas entendue lorsqu'elle dit recevoir des poupées ensanglantées qui lui donnent mauvaise conscience. Dans la septième nouvelle de Fernando Aramburu, un homme est persécuté par les habitants de son village après l'apparition sur le mur de sa maison d'un graffiti l'accusant d'être un « mouchard ». Le mécanisme de l'exclusion collective est minutieusement décrit : sa famille est isolée, son fils le rejette (« tout un village ne peut pas se tromper »), ses amis et le curé lui conseillent de quitter le village, sa menuiserie est incendiée. La dixième nouvelle se déroule dans un hôpital. Le voisin de lit du blessé a un fils en prison, il ne veut pas dire, ou ne veut pas savoir, pourquoi, mais il conseille au premier de faire attention à son fils à lui. Puis, il demande pardon au blessé pour l'attentat qui lui vaut d'être hospitalisé et fond en larmes dans son oreiller en demandant que sa femme ne soit pas mise au courant de ses pleurs.

Ces dix nouvelles ont fait grand bruit parce qu'il semblait qu'à travers elles la société dans son intimité et sa complexité prenait pour la première fois la parole et disait la souffrance des contradictions dans laquelle la « lutte armée », comme disent les partisans de l'ETA, place les gens, y compris leurs proches. Elles firent apparaître une majorité silencieuse qui rassemble des personnes théoriquement adversaires entre elles mais qui en fait sont prisonnières de choix faits par un très petit groupe. Rappelons que l'ETA crée cette situation avec moins de 300 personnes

29. J'ai entendu dire moi aussi qu'un militaire assassiné n'était pas une victime mais un objectif atteint. Seul le passant tué par hasard était considéré comme une victime.

et un mouvement politique qui construit un entourage favorable en relayant, au Pays basque, en Europe, à l'ONU, les représentations dont on a parlé plus haut. On estime qu'il y a trois à quatre groupes de commandos en formation ; c'est la « réserve », soit entre une dizaine et une quinzaine de personnes, et peut-être deux ou trois commandos opérationnels, c'est-à-dire cinq, six ou sept personnes, déjà formées, encore en France ou déjà en Espagne ou revenant d'Espagne, ou tout simplement dans la nature. Ce sont les « illégaux », les « *liberados* », recherchés par les polices. Les activistes « légaux » sont beaucoup plus nombreux. ETA aujourd'hui a mélangé les genres entre les deux catégories et confie de plus en plus d'actions offensives aux « légaux », alors qu'ils étaient chargés jusque-là de tâches de renseignement et d'hébergement. Enfin il y a toute l'infrastructure logistique, militaire et politique pour tout ce qui concerne les achats, le vol, le stockage, la préparation des matériels, la recherche des appartements et des villas, la falsification des papiers, la collecte de l'impôt et la répartition des sommes entre les appareils, les relations internationales, etc. Il faut ajouter quelques dizaines d'Etarras en Amérique latine et à Cuba, ceux à qui ETA demande de revenir pour combler les trous de l'organisation après des arrestations de chefs. Au total donc il y aurait environ 250 Etarras, illégaux et légaux, dont près de la moitié se trouve sur le territoire français.

Les nouvelles de F. Aramburu reflètent des situations que l'on voit fréquemment apparaître dans les journaux. Par exemple, celle de Iñaki de Juana Chaos, accusé de 25 assassinats, qui s'est mis en grève de la faim pendant l'hiver 2007. Sa mère est morte le 27 janvier 2007, à 83 ans. La vieille dame était atteinte de la maladie d'Alzheimer et sa belle-sœur a pris soin d'elle jusqu'à son décès. Cette belle-sœur était la veuve d'un commandant assassiné par l'ETA en 1977. Le fils du commandant assassiné s'était en effet marié avec la sœur de Iñaki de Juana Chaos, avant que celui-ci ne soit connu dans l'ETA ; les deux mères se sont trouvées unies et le sont restées. La mère de Iñaki de Juana Chaos était née à Tetouan, d'un père militaire de l'armée espagnole. Elle s'était ensuite mariée avec un médecin de Castille, qui avait aussi combattu comme lieutenant dans les troupes de Franco, ce qui lui avait valu d'être décoré. Il faisait partie de la Phalange espagnole. Les deux enfants du couple sont nés au Pays basque où le père travaillait comme médecin, près de la caserne de la garde civile. Les compagnons de jeu de l'Etarra furent les enfants des gardes civils. Il s'était enrôlé dans la police autonome basque, puis une histoire d'amour avec une femme de Bayonne fit perdre sa trace à sa mère. Elle le redécouvrit en 1987, dans la presse, comme membre de l'ETA. La mère a toujours été aux côtés de son fils pendant les années d'emprisonnement, mais n'a jamais intégré les comités de parents qui organisent le soutien aux prisonniers, ni fait preuve d'agressivité envers les gardiens de prison. D'après l'enquête *d'El País*, elle aurait fait plus de 300 000 km en voiture pour

aller le voir régulièrement et lui envoyait 150 euros par mois sur sa pension, mais ne parlait jamais politique avec lui³⁰.

L'exemple de la famille Baglietto est aussi très connu. Ramón Baglietto était un élu du parti centre droit UCD, tué en 1980 par un jeune homme à qui il avait sauvé la vie, des années auparavant, au cours d'un accident. La sœur de Ramón Baglietto, également élue UCD, s'exila après l'attentat. Sa femme, Pilar Elías, décida de rester pour élever ses deux enfants et se présenta comme conseillère municipale pour le Parti populaire. L'assassin, Kándido Azpiazu Beristain, fut condamné à 49 ans de prison, mais il fut mis en liberté conditionnelle dix ans après les faits. Il aurait dû payer, avec son complice, 12,6 millions de pesetas à la famille ; jugé insolvable, il ne l'a pas fait. Le ministère de l'Intérieur espagnol versa à la veuve une indemnisation de solidarité. En 2005, bien qu'il fût « insolvable », Kándido Azpiazu put s'acheter un magasin au rez-de-chaussée de l'immeuble où vivait la veuve de Ramón Baglietto. Dans l'émission de télévision consacrée à cette affaire, Pilar Elías présente ainsi la situation : « Je rencontre tous les jours l'assassin de mon mari car, quand il voit que mes gardes du corps se trouvent sur l'autre trottoir, il sait que je vais sortir et se met devant la porte. Ils veulent que je m'en aille, poursuit-elle, mais je suis née ici, et, si Dieu le veut, je ne dirai pas que je mourrai là, mais ils auront du mal à m'expulser. Qu'ils s'en aillent eux et nous laissent en paix. C'est notre terre³¹. »

La bonne littérature permet au lecteur de s'identifier aux personnages et cela change tout, car c'est bien cette identification qui fait défaut au Pays basque pour ceux qui luttent contre le terrorisme. Il se pourrait qu'elle fasse bouger les représentations du conflit au Pays basque car il arrive que les œuvres artistiques aient un impact sur les situations géopolitiques complexes.

Pays basque de France : les maisons sautent

Beaucoup de Basques de France pensent et disent que le Pays basque français ne peut pas connaître de terrorisme comme du côté espagnol. La société basque française est sans doute très différente de celle de l'Espagne, du fait notamment de l'enjeu économique que représente l'industrie touristique du côté français et parce que le rapport des citoyens à la nation ou à l'État est incomparable entre la France et l'Espagne, mais on peut s'interroger sur la réalité de cette apparente

30. Pablo Ordaz, « Dos mujeres contra el odio : La madre del etarra De Juana fue cuidada antes de morir por la viuda de un comandante del Ejército asesinado por ETA », *El País*, 11 février 2007.

31. http://www.diariode.telecinco.es/dn_37.htm émission : *Mi vecino, el terrorista que mató a mi marido*.

tranquillité. Il n'est pas anodin de voir, d'une part, que l'ETA a longtemps pu se mouvoir sans difficulté sur le territoire français, surtout au Pays basque, comme en témoignent les cartes et leur commentaire. Et, d'autre part, que le Pays basque français est le théâtre depuis deux ans d'une recrudescence très conséquente du nombre d'attentats à l'explosif. L'été 2007 a connu un pic spectaculaire d'attentats : des résidences secondaires ont été incendiées dans les montagnes souletines sur le passage du Tour de France au mois de juillet et des maisons littéralement éventrées, comme à Guéthary, par exemple, sous la puissance de la charge. Au 10 septembre 2007, 37 attentats ou tentatives avaient ainsi été recensés, dont 20 ont été revendiqués. Mais l'on a renoncé à comptabiliser les tags sur les murs blancs de certaines villas et les caillassages qui viennent étoiler les vitrines des agences immobilières, les nuits de fin de semaine.

Qui sont les nationalistes basques en France ?

Pour les observateurs de cette « *kale borroka*³² » à la française, deux groupes, *Irrintzi* (le « Cri », en basque) et *Euskal Herria ez da salgai* (« Le Pays basque n'est pas à vendre »), ont pris en main cette lutte terroriste, sur fond anticapitaliste et nationaliste. Quelques isolés viennent les imiter, pris dans l'ambiance « immobilière » qui agite tous les esprits dans la région : les prix battent des records depuis dix ans et excluent les jeunes et les bas revenus (la moyenne salariale tourne autour de 1 200 euros par mois) des programmes de construction (le prix du m² oscille entre 3 000 et 4 000 euros sur l'agglomération de Bayonne, Anglet, Biarritz). On passera vite sur les « isolés », des jeunes voire très jeunes nationalistes qui, au sortir de discussions arrosées dans leurs bars de village ou de quartier, vont lancer quelques pavés ou cocktails Molotov sur une vitrine. C'est par contre beaucoup plus sérieux, voire inquiétant, avec les deux autres.

Irrintzi, qui est apparu en octobre 2006, pourrait être circonscrit à un cercle de militants anticapitalistes et anti-institutionnels, gauchistes et libertaires, beaucoup plus, tout autant que nationalistes. Les services de police estiment qu'il s'agit d'étudiants ou de jeunes travaillant à l'extérieur de la région, qui reviennent chez eux pendant les vacances : en 2007, c'est à Pâques et au mois d'août qu'ils ont agi, déposant devant leurs cibles des engins explosifs (des bouteilles de gaz reliées à une mèche ou un détonateur) qui n'ont cependant pas fonctionné, que cela ait été volontaire ou non. Au total on leur attribue huit engins incendiaires.

Irrintzi affiche clairement dans un communiqué son intention de s'adresser par ses actions à l'« État français », « sans faire de victimes », mais « tant que la

32. *Kale borroka* : guérilla urbaine qui, de l'autre côté de la frontière, s'en prend aux sièges des partis, aux bus urbains ou aux agences bancaires.

situation qui pèse sur l'*Euskadi* n'évoluera pas dans le sens du respect de notre culture, de la paix et de la liberté». Son texte faisait référence à deux tentatives d'attentat, le 11 avril 2007, l'une contre le siège du Parti socialiste, à Bayonne, l'autre contre l'office de tourisme de Biarritz... et à des tirs à la carabine contre l'horloge d'une gare. Trois façons à leurs yeux d'« interpellier les candidats à la présidentielle pour qu'ils n'oublient pas leur part de responsabilité dans le conflit basque ». Le groupe clandestin n'omet surtout pas de terminer son texte par la référence à la mode : « le Pays basque n'est pas à vendre », avec un petit salut au passage aux « autres groupes » qui mènent le même combat. Fin avril 2008, il a réitéré ses revendications en assumant la paternité de plusieurs attentats commis en 2007 et en menaçant d'intensifier ses « actions armées ».

Ces « autres groupes », ce sont ceux d'*Euskal herria ez da salgai*, une expression taguée en basque et en français sur les murs de toutes les villas ou agences immobilières qui ont été la cible des attentats de ces derniers mois de 2008 et qui est devenue la signature en même temps que le nom des membres de ce mouvement (ils ont revendiqué 12 attentats). Eux sont des nationalistes purs et durs, des radicaux proches de *Batasuna*, le parti *abertzale* (« patriote », en basque) et de Segi (mouvement de la jeunesse), tous deux interdits en Espagne. Ils ne sont pas clandestins. Ils ne sont pas « recrutés » par un appareil de « captation », comme les commandos d'ETA. Ils se « cooptent » dans la mouvance de leurs amitiés, de leurs bars, de leurs manifestations, de leurs mouvements politiques ou associatifs, au cœur de leurs villages. Aujourd'hui, selon les services antiterroristes, trois groupes opérationnels (disposant chacun d'une demi-douzaine de membres, le strict nécessaire pour guetter aux alentours d'un objectif, ouvrir la route à la voiture des poseurs de bombes et réaliser l'opération elle-même) seraient ainsi constitués au Pays basque français sous l'égide d'*Euskal herria ez da salgai*, couvrant la majeure partie du territoire : un groupe en Soule, un deuxième sur la côte basque et un troisième à l'intérieur, entre Hasparren et Cambo. C'est ce qu'estiment les services antiterroristes au simple constat de la géographie des attentats. Les cibles choisies demandaient une parfaite connaissance des lieux et de la situation de chacun des propriétaires. Seules des équipes du cru pouvaient procéder aux repérages nécessaires. Un quatrième groupe, installé en Basse-Navarre, autour de Saint-Jean-Pied-de-Port, a été démantelé à l'automne 2007. Une chose paraît en tout cas certaine : une telle « couverture » du territoire suppose, à défaut d'un commandement unique, une décision centrale (des idées, des mots d'ordre), des instructions précises et une relative autonomie d'appréciation et d'action laissée aux groupes. Et cette organisation ne s'est pas faite par génération spontanée.

Crise du logement et contestation immobilière au Pays basque remontent au début des années 1980. *Iparretarrak*, en son temps, s'était déjà essayé aux attentats « symboliques » en frappant par exemple la villa du couturier Courrèges, et les nationalistes de l'époque en visant quelques résidences secondaires s'en étaient

pris essentiellement au « tout tourisme ». Aujourd'hui, ce thème s'est « enrichi » de celui, beaucoup plus fondamentaliste, de la « terre », un des éléments constitutifs pour les nationalistes de l'« identité basque », avec celui de la langue et la notion de peuple. Les villas visées le sont ainsi au nom de la « défense du territoire ». Lorsque, au mois de mars 2007, le groupe souletin de *Euskal Herria ez da salgai* a fait sauter un vieux moulin racheté par des Britanniques à Aussurucq, le communiqué de revendication fut explicite : « Une économie basée sur le tourisme renforce la dépendance de notre pays envers la France... Les notables et les riches veulent faire de notre pays un lieu de vacances alors que, siècle après siècle, elle (*sic*) a servi à l'agriculture. Le Pays basque se remplit de maisons secondaires et de bourgeois. Tout est détruit, notre terre, nos maisons, ainsi que notre identité et notre culture. »

Le même jour, mais à Biarritz cette fois, on entendit de nouveau les mots « Le Pays basque n'est pas à vendre », « Bourgeois, casse-toi », « Non à la spéculation », lors d'une manifestation contre la tenue d'un salon immobilier. Pour la première fois depuis octobre 2000 et le sommet européen de Biarritz, pierres et gaz lacrymogènes s'affrontèrent quelques instants... Cette manifestation, qu'avaient appelé à rejoindre les partis nationalistes *Batasuna* et AB et le syndicat paysan basque ELB, avait été convoquée par un collectif tout récemment créé, *Lurra* (« la Terre » en basque). C'est lui qui, avec les militants de *Batasuna* et de Segi, théorise aujourd'hui la réflexion nationaliste sur les thèmes de l'immobilier, mais aussi de l'économie ou de la place de la jeunesse au Pays basque. C'est dans sa mouvance que les poseurs de bombes vont chercher leur inspiration. Certains ont cru pouvoir trouver dans ETA le « donneur d'ordres » des derniers attentats. Certes, un de ses derniers bulletins internes mentionne la question de l'immobilier en *Iparralde* (Pays basque nord, en basque) comme un « problème » et cela peut suffire à donner un feu vert à ceux qui veulent en découdre de ce côté-ci de la frontière. En fait, la seule prise en compte du thème de la « construction nationale » développé ces dernières années par les partis nationalistes – et ETA – autour de l'unification des sept provinces basques, permet de justifier l'action. Tout achat de maison (l'« *etche* », à laquelle se rattache souvent le patronyme familial dans la société rurale, est un autre élément fondateur de l'identité basque) par un « étranger », fût-il béarnais ou landais, est apparenté à une spoliation ou violation de cette terre ou de ce territoire et sert de prétexte symbolique à une action.

Ce sont ces fondamentalistes du nationalisme basque qui ont, par explosifs interposés, pris la relève et le dessus sur les tenants d'une analyse plus économiste des raisons de la crise du logement dans la région. Mais c'est aussi parce que la classe politique traditionnelle leur a laissé le champ libre. La droite, qui détient l'essentiel des pouvoirs locaux depuis plus d'un siècle, ne s'est emparée de la question qu'au début des années 2000, avec des créations d'organismes comme l'Établissement public foncier ou l'Observatoire du foncier. Ces institutions

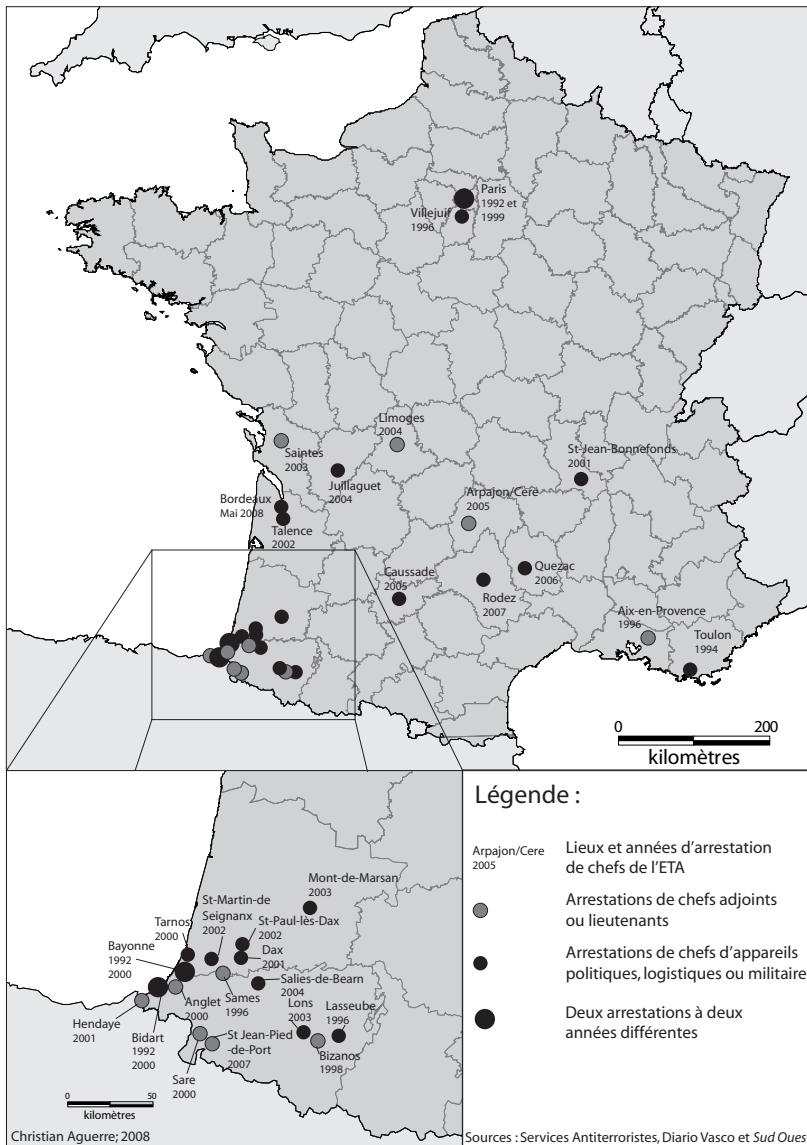
requièrent du temps pour devenir efficaces et leurs effets arrivent trop tardivement par rapport à la pression sur l'immobilier de ces dernières années. Il n'y a pas eu d'anticipation des problèmes, pas de politique volontariste d'urbanisation ni d'infrastructures à l'échelle de toute la côte et de l'immédiat intérieur. Au printemps 2002, alors qu'il était à la tête de la communauté d'agglomération depuis un an, Didier Borotra, lors d'une réunion plénière du Conseil des élus et du Conseil de développement, a publiquement déclaré qu'il n'avait aucune foi dans les prévisions des géographes et autres statisticiens qui prévoient une augmentation de population de 30 000 personnes d'ici 2010 sur la côte basque. Or, ces prévisions non seulement étaient justes mais sont en train d'être dépassées. En outre, la réflexion sur l'intercommunalité est très faible au Pays basque, ce qui pose un réel problème en termes d'aménagement urbain. De son côté, la gauche, qui a fait jeu égal avec la droite aux dernières cantonales, n'a pas non plus engagé de démarche de réflexion ni aucun programme de propositions. Dans ce contexte, les bombes risquent encore de parler longtemps.

Dans quel milieu les poseurs de bombes peuvent-ils élargir leur audience ? Qui croit leurs discours ? Les jeunes de l'intérieur, couples ou chômeurs forcés de s'éloigner de plus en plus de la côte où ils ont un emploi ou essaient d'en trouver, ou encore les syndicalistes nationalistes basques de l'ELB. Tout cela ne fait pas un parti présent sur l'ensemble du Pays basque car, si la revendication économique-sociale séduit, le nationalisme basque en lui-même n'entraîne pas les foules, d'autant moins qu'il est associé à l'image de l'ETA. La relative baisse des suffrages nationalistes lors des dernières municipales en témoigne. Aux cantonales de mars 2008, les *abertzale* ont perdu leur seul siège de conseiller général à Saint-Étienne-de-Baïgorry, et leur audience s'est affaiblie sur les cantons de Biarritz-Est et de Saint-Jean-de-Luz. Ils progressent à Mauléon, à Ustaritz (autour de 15 à 20 %), sur fond de désaccords à gauche. Entre les 7 % (en recul) aux municipales à Bayonne et les 22 % sur le canton d'Espelette, en passant par l'absence pure et simple ailleurs et le fait que les nationalistes basques se présentent souvent au sein d'autres listes, il est difficile de se faire une idée sur l'hypothèse de la constitution d'une force *abertzale* conséquente. Il faut en tout cas garder à l'esprit que les bombes, surtout si elles font des victimes, involontaires ou non, auraient le pouvoir de semer la zizanie, c'est-à-dire d'entraîner des conflits internes à la société basque autour de l'opportunité de ce mode d'action pour « protéger le littoral », ou « la terre » contre des dangers et les invasions extérieures. Ces idées ont d'autant plus de possibilités de se diffuser que le Pays basque est une très belle région, tant sur la côte que dans les montagnes de l'intérieur. L'attachement aux paysages, la pratique des sports de montagne et de mer créent un sentiment de responsabilité très fort, pour ne pas dire viscéral, vis-à-vis de ce « patrimoine ». Ce sentiment amène les habitants à prendre ou à accepter de bonne grâce les mesures de protection de l'environnement ; il peut aussi être le terreau de simplifications

politiques, comme par exemple celle qui associe de façon automatique la menace de dégradation à l'arrivée de personnes extérieures, ou étrangères, sans que l'on s'interroge sur la réalité du soi-disant civisme des autochtones ou sur la définition du « horsain ». Le Béarnais est-il étranger au Pays basque ? Rappelons que ce sont ces mêmes représentations au sujet des paysages qui ont contribué à l'enracinement des pratiques terroristes en Corse. « La défense de l'environnement est, en Corse, étroitement liée à l'affirmation des mouvements régionalistes. Les combats contre des installations nucléaires à l'Argentella au début des années 1960, puis contre les boues rouges déversées au large de la Corse par la société italienne Montedison, ont imbriqué nationalisme et écologisme (...). Naïvement ou plus cyniquement conscients des rapports de force sur le terrain corse, les militants écologistes ne cherchent pas alors à démêler l'écheveau identitaire politique et adoptent en bloc l'idée d'une nature sauvegardée par la lutte armée et le plastilage sélectif (...). La défense de la nature serait ainsi le privilège des seuls autochtones au nom d'une naturalisation des identités ? Triste équivoque politique, sujette à toutes les dérives. L'affairisme des milieux nationalistes faisant de l'activité touristique le socle des luttes de pouvoir entre factions, sans réel souci d'une esthétique environnementale, a permis d'éliminer toute ambiguïté à ce propos alors même que des intellectuels renommés comme Alain Lipietz continuent indéfectiblement à légitimer pour la Corse une théorie politique associant identité ethnique et écologie » [Martinetti, Lefèvre, 2007, p. 43-44]. Au Pays basque espagnol, l'impact sentimental des paysages ruraux, collines verdoyantes sur lesquelles trônent les grandes maisons, fermes familiales traditionnelles, est aussi un élément important de la sacralisation de la terre à défendre. Le nationalisme basque est né dans les villes, mais il se réfère aux racines rurales du peuple, d'autant plus que les premiers ouvriers ont été plutôt communistes et qu'ils vinrent en grand nombre d'autres régions d'Espagne. Les maisons, qui datent en général du XVIII^e siècle, sont implicitement associées à l'ancienneté de la langue rurale, que l'on fait remonter à 4 000 ans. En Catalogne aussi les paysages sont importants, le rapport à la montagne, la pratique de la randonnée en témoignent. Mais la prégnance de la culture urbaine y est sans doute plus forte.

Ainsi, en mobilisant des représentations, et sans avoir besoin de déplacer des foules, l'impact des bombes peut permettre, par la cristallisation des rivalités autour de cette forme d'action, de consolider un parti capable de jouer le rôle d'arbitre dans les rivalités démocratiques et de faire passer des décisions favorisant sa capacité d'influence. La comparaison entre le Pays basque espagnol et la Catalogne amène à approfondir la distinction entre les sociétés qui accordent à ces activistes une marge de manœuvre pour développer un pouvoir de division et de coercition, et celles qui les marginalisent d'une manière ou d'une autre. L'action terroriste crée des mécanismes sociaux, de solidarité et d'exclusion, qui sont difficiles à défaire par la suite. On peut sans crainte affirmer que la majorité

CARTE – ARRESTATIONS DE CHEFS ET DE CHEFS ADJOINTS



Hérodote, n° 130, La Découverte, 3^e trimestre 2008.

des Basques d'Espagne voudraient voir la fin de l'ETA. Mais le maillage de haines et de fraternités, solidement maintenu par une série de représentations fortes sur la justice et la démocratie, enferme véritablement la société dans la logique totalitaire des militants en armes.

Le comité exécutif se réunit une fois par mois ; il comprend les chefs d'appareils et/ou leurs lieutenants et de quelques branches (ex : chef de l'appareil politique et chef des finances, qui dépend de cet appareil ; chef de la logistique et chef des caches, qui dépend de cet appareil, etc.).

Cela suppose que tous ces responsables – qui prennent un luxe infini de précautions pour se déplacer, en changeant plusieurs fois de voiture et d'itinéraire pour se rendre au rendez-vous – ne soient pas très loin les uns des autres.

Comme c'est aussi le chef de l'appareil logistique, ou son adjoint, qui s'occupent des grosses livraisons de matériel, et que celles-ci ne peuvent sortir que des *zulos* (caches souterraines) de cet appareil logistique ou des ateliers d'assemblage de l'appareil militaire, proches de la frontière... c'est dans le Sud-Ouest que l'on pourra mettre la main sur les chefs : c'est là, forcément, qu'ils se retrouvent un jour.

C'est la raison de la localisation de ces arrestations dans le quart sud-ouest de la France (deux exceptions dans le sud-est, dans les années 1990) et plus particulièrement au Pays basque français. Les arrestations de Paris résultent d'achats de matériels spécifiques (missiles, en particulier avec Kantauri en 1999). Celle de Saint-Jean-Bonnefonds en 2001, d'un repérage de dépôts d'explosifs par un adjoint de la logistique dans ce secteur.

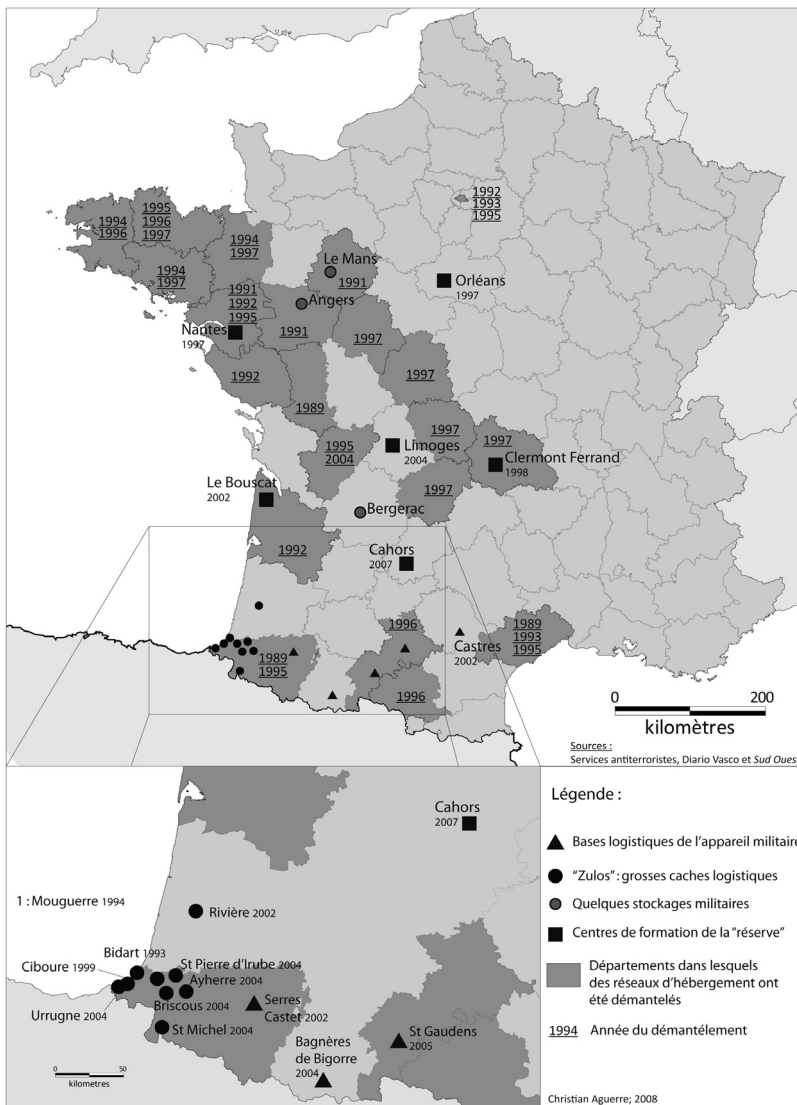
C'est ainsi que l'on arrête « Pototo », le chef de la logistique à Lasseube, près de Pau, en 1996, puis son successeur, « Gadafi », à Tarnos, près de Bayonne, en 2000. La même année furent interpellés, à Bidart, près de Biarritz, le n° 1, « Iñaki de Rentería » (il cumula pendant un temps les rôles de la logistique et du militaire), le chef de la branche « Falsification » à Anglet, et « Einsein », l'ingénieur en chef de la bande, à Sare, entre autres... « Txapote », le chef de l'appareil militaire est arrêté à Anglet, en février 2001, « Baltza », celui de l'appareil logistique, à Dax en septembre. En 2002, les successeurs du responsable de l'appareil militaire, à Talence, près de Bordeaux (on s'éloigne un peu) et à Saint-Martin-de-Seignanx. Enfin, en 2004 à Salies-de-Béarn, le chef de l'appareil politique et sa compagne, chef de l'appareil financier (chute le même jour de cinq « *zulos* » au Pays basque français).

Depuis, les arrestations se sont produites un peu plus loin, les responsables s'éloignant un peu du Pays basque mais demeurant quand même à une portée de voiture de la frontière.

Les *zulos* (« trous » en langue basque) sont des entrepôts souterrains ou des ateliers logistiques (fabrication d'explosifs ou de systèmes de mise à feu) qui approvisionnent ensuite des ateliers plus petits, affectés à l'appareil militaire.

TERRORISME ET DÉMOCRATIE : LES EXEMPLES BASQUE ET CATALAN

CARTE – « ZULOS », CACHES LOGISTIQUES ET MILITAIRES ET RÉSEAUX D'HÉBERGEMENT



Hérodote, n° 130, La Découverte, 3^e trimestre 2008.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Université Paris 8 - - 193.54.174.3 - 23/03/2019 15h01. © La Découverte

Ils sont implantés chez des amis, généralement des Basques d'origine espagnole installés depuis longtemps en France et/ou des sympathisants éprouvés (fabrique de pistolets-mitrailleurs à Bidart en 1993, fabrique de dispositifs électroniques de mise à feu à Mouguerre en 1994, et fabrique d'explosifs à Saint-Michel en 2004). De par la qualité même des hébergeurs (Basques et/ou sympathisants), ces *zulos* se trouvent au Pays basque français ou à proximité immédiate.

Ils sont construits au moment de l'édification de la maison ou de sa rénovation, en sous-sol, parfois sur plusieurs centaines de mètres carrés. On y accède par des systèmes de vérins commandés par poussée (dans le motif d'une moquette, un clou dans un mur, la tringle d'une chasse d'eau) qui déclenche le déplacement d'une trappe et permet d'accéder au sous-sol.

Les *zulos* sont des entrepôts de matériels lourds : armes en tout genre, des pistolets aux missiles en passant par les roquettes et grenades antichars, explosifs, matériels électroniques, plaques d'immatriculation, etc.

Cette branche dépend de l'appareil logistique. N'y ont accès que le chef ou ses adjoints. Les services antiterroristes recherchent actuellement l'endroit où se fabriquent les derniers explosifs – à fort pouvoir détonnant – utilisés lors des derniers attentats en Espagne.

L'appareil militaire dispose néanmoins de sa branche logistique pour l'approvisionnement immédiat et l'assemblage des explosifs dans les voitures, les sacs, les appuie-tête, les motos piégées. Ce sont les bases logistiques de l'appareil militaire, installées généralement dans des villas louées sous de faux noms. Elles sont dans la moitié sud de la France, un peu à l'écart du Pays basque.

Enfin il y a les centres d'entraînement de la réserve, plus éloignés – « à l'arrière » –, de préférence dans le centre de la France (ou à Bordeaux). C'est dans ce secteur – en particulier dans les forêts de la Dordogne et du Limousin – que les « réservistes » s'entraînent en plein air au tir de roquettes sur des voitures volées. C'est aussi dans le centre de la France que l'on vole beaucoup de voitures qui serviront aux attentats en Espagne.

La carte des réseaux d'hébergement a beaucoup évolué :

1/ Jusqu'au début des années 1980, le sanctuaire c'est le Pays basque français ; tous les Étaras s'y retrouvent sans entraves si précautions. C'est aux terrasses de café de Saint-Jean-de-Luz qu'ils donnent rendez-vous pour récupérer, sans avoir à se cacher, l'« impôt révolutionnaire » extorqué sous la menace aux entrepreneurs.

2/ Avec l'apparition du GAL (Groupe antiterroriste de libération, les expulsions et la découverte du « secrétariat » d'ETA à Saint-Pée-sur-Nivelle le 30 septembre 1987 (plus de 500 adresses), les clandestins s'égaillent. Ils vont trouver refuge auprès de comités de soutien dont les plus actifs se trouvent en Bretagne (solidarités nationalistes), et du côté de Poitiers où les assignations à résidence les avaient affectés.

CARTE – VOLS ET ACTIONS CONTRE LES PERSONNES



Christian Aguerre; 2008

Légende :

- | | | | |
|---|---|---|---|
| ● | Tirs sur des policiers ou des gendarmes | ★ | Vols d'explosifs ou de composants d'explosifs |
| ★ | Gendarmes grièvement blessés par des tirs | ■ | Vols de matériels techniques pour faux papiers ou d'armes |
| ✕ | Deux gardes civils assassinés | ● | Vols de plaques d'immatriculation ou de presses à emboutir |
| ▲ | Enlèvement et séquestration | ▲ | Vol de voiture qui a servi au dernier attentat du 15 mai en Espagne |

Sources : Services antiterroristes, Diario Vasco et Sud-Ouest

3/ Les démantèlements de réseaux d'hébergement jusqu'au milieu des années 1990 vont les dissuader de recourir à cette méthode.

4/ La pratique aidant, les clandestins vont se débrouiller eux-mêmes, d'abord avec l'aide de quelques militants français (Laurence Guimon, Gaxuxa Arrambide, par exemple ou Fred Fort – 75 ans –, le dernier d'entre eux, qui a loué l'appartement de Bordeaux où Lopez Pena a été arrêté il y a peu), puis directement, en louant pour de courtes durées, toujours en liquide.

5/ Aujourd'hui, l'hébergement militant n'existe plus ; les Etraras louent. Depuis deux ou trois ans, les gendarmes font d'ailleurs le tour de tous les gîtes dans le centre, l'est et le sud-est de la France pour prévenir les propriétaires.

Conclusion

On tirera de ces pages de réflexion quelques pistes sur les éléments à prendre en compte pour analyser la relation entre terrorisme et démocratie.

Il faut analyser la capacité d'influence de petits groupes de dirigeants qui imposent leur façon de voir les choses à une masse silencieuse et le contexte géographique de ce contrôle, comme la structure urbaine du Guipuscoa et du nord de la Navarre ou la beauté des paysages. Le contexte géographique est à prendre en compte également dans l'analyse technique des mouvements d'un groupe clandestin armé.

Il faut mesurer la grande efficacité des explications monocausales des conflits. L'analyse qui se fait uniquement en termes de géopolitique externe, ici la nation/région contre l'État, contribue à nourrir les visions simplificatrices. La complexité des conflits, qui est une approximation de la réalité, ne peut guère être introduite de manière convaincante que par la prise en compte de la dimension interne des rapports de pouvoir et leurs articulations avec des rivalités externes (région/État, etc.). Le terrorisme n'est seulement qu'une forme de guerre. Celle-ci est menée selon des plans de bataille conçus pour prendre le contrôle d'un territoire choisi pour son intérêt stratégique dans le déroulement général de la guerre. Ils sont préparés par des stratèges qui imaginent ce que fera l'adversaire, et quel plan, pour sa part, cet adversaire se prépare à mettre en œuvre. Autant qu'un combat contre un adversaire externe, le terrorisme peut être analysé comme une forme de coercition destinée à contrôler les choix politiques de son propre camp, peuple ou clan.

L'absence de terrorisme ne signifie pas qu'il n'y a pas de conflit. La confrontation entre nationalisme catalan et nationalisme espagnol provoque des conflits permanents, d'intensité variable. Pour l'instant, dans les débats conflictuels sur les questions linguistiques ou économiques, on entend surtout les Espagnols, à gauche du spectre politique, qui défendent l'existence d'un État espagnol unitaire

mais refusent de se définir comme nationalistes espagnols. Ils ne veulent pas adopter les mêmes représentations politiques sur la nation que leurs adversaires catalans et basques. Rien ne dit que l'on n'aura pas à l'avenir une radicalisation de groupes nationalistes catalans et espagnols. Cela s'est déjà vu et ne peut donc être exclu. Les conflits s'aggraveront alors, mais cela ne débouchera pas forcément sur le fait que des nationalistes catalans se laisseront alors dominer par un groupe de tueurs issus de leurs rangs.

L'analyse géopolitique prend en compte les représentations, en tant que conviction personnelle construite et partagée, et en tant qu'outil utilisé par les professionnels de la politique pour mobiliser des citoyens. Les représentations en géopolitique sont associées à des territoires que l'on défend, ou que l'on veut conquérir.

L'analyse géopolitique définit le contenu du mot nation dans chaque situation. La société basque développe des stratégies collectives puissantes pour expulser les corps définis comme étrangers. La définition de ce qui est étranger est centrale pour comprendre les blocages du système démocratique. Les nationalistes basques d'Espagne refusent que la démocratie puisse s'épanouir en dehors de leur nation. Cette façon de voir n'est pas applicable au concept pour l'instant dominant de la nation catalane. Mais les conceptions de la nation peuvent évoluer.

Bibliographie

- ARAMBURU F. (2006), *Los peces de la amargura*, Tusquets editores, Barcelone.
- BROUÉ P., TÉMIME É. (1961), *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Éditions de Minuit, Paris, 542 p.
- CABANA F. (2006), *Cien empresarios catalanes*, LID Editorial Empresarial, Madrid, 784 p.
- BARBERÍA J.-L., UNZUETA P. (2003), *Cómo hemos llegado a esto. La crisis vasca*, Taurus, Madrid, 367 p.
- GARITAONANDÍA C., (1987), *La guerra civil en el País Vasco. 50 años después*, Editores de la Universidad del País vasco, 481p.
- ELORZA A. (dir.), (2000), *La historia de ETA*, Temas de Hoy, Madrid, 447 p.
- MALLO O. (2005), *De les armes a les urnes*, L'Esfera del Llibres, Barcelone, 324 p.
- MARTINETTI J. et LEFÈVRE M. (2007), *Géopolitique de la Corse*, Colin, Paris, 259 p.
- PINILLA R. (2004-2005), *Verdes valles, colinas rojas*, Tusquets editores, Barcelone, 3 vol.
- VILAREGUT R. (2004), *Terra Lliure, la temptació armada a Catalunya*, Columna, 387 p.